

*Politiques économiques*

J'aimerais dire un dernier mot des efforts de mon collègue, le ministre du Travail (M. Munro), au sujet du Conseil canadien des relations du travail. Il a essayé d'amener à composition les deux parties à la négociation collective pour tâcher de renverser la tendance qui se dessine depuis plusieurs années et réduire le nombre appréciable de jours de travail perdus. En effet, près de 10 millions de jour de travail ont été perdus en 1975, sans parler du record appréciable atteint en 1974. Je crois que quiconque participant à ces entretiens se doit de reconnaître que ni le travailleur, ni sa famille, ou les gens de sa collectivité qui lui fournissent des services, ni les industries pour lesquelles il travaille, ni l'économie du pays en général ne gagneront à ce que continue un climat de négociation collective qui fait perdre 10 millions de jours de travail par an. Ce n'est pas simplement une perte de revenu pour les intéressés mais une perte pour l'économie, des services que produisent ces nombreux Canadiens.

Nous sommes un pays bien partagé, à la fois en ressources et en talent de ses citoyens mais nous ne pouvons pas nous permettre encore de perdre 10 millions de jours de travail par an. Aucune économie ne pourrait le supporter. Le ministre du Travail a donc essayé de modifier le climat où se déroulent ces discussions ainsi que leur structure. Cela ne pourra être que dans l'intérêt, non seulement du Canada en général mais du travailleur lui-même, et voilà pourquoi j'espère que nous pourrions reprendre ces discussions au sein du Conseil canadien des relations du travail.

**Des voix:** Bravo!

**M. J. H. Horner (Crowfoot):** Monsieur l'Orateur, au début de mon intervention je relèverai tout d'abord les propos tenus par le ministre des Finances (M. Macdonald). J'ai été plutôt déçu du pot-pourri de statistiques anciennes et nouvelles qu'il a citées pour défendre la mauvaise gestion de l'économie canadienne que nous connaissons depuis un an et demi ou deux.

J'ai été d'autre part surpris de ce qu'il a dit à la fin de son discours au sujet de la négociation collective. Faut-il en conclure qu'un de ces jours nous verrons changer les méthodes de la négociation collective? Si j'étais chef syndical ou militant syndicaliste, j'aurais lieu de m'inquiéter sérieusement, et je tiendrais à connaître à fond les intentions du gouvernement à cet égard. Car, par son action, l'État peut soit aggraver les conflits syndicaux, soit instaurer peut-être une meilleure harmonie. Mais il est certain que si le malentendu persiste encore longtemps, il risque d'aggraver la situation plutôt que de l'améliorer. Nous avons peut-être perdu 10 millions de journées de travail l'an dernier, mais ce ne sera peut-être rien en comparaison de ce que nous allons voir dans les mois qui viennent, surtout si nous ne sortons pas rapidement de l'impasse actuelle.

La motion en discussion concerne les politiques économiques contradictoires du gouvernement. Le ministre a voulu faire de l'esprit à ce sujet pour embarrasser le parti conservateur. Comment, a-t-il demandé, peut-on baisser les taux d'intérêt si l'on resserre la politique monétaire. C'est bien là de quoi nous nous plaignons de ce côté-ci de la Chambre. Nous avons eu des taux d'intérêt élevés en même temps qu'un accroissement rapide de la masse monétaire, mais sans aucun avantage. Si nous voulons pratiquer une politique monétaire fortement expansionniste, il faudrait donner au pays l'avantage de bas taux d'intérêt. Mais on

[M. Macdonald (Rosedale).]

s'est orienté de propos délibéré vers les intérêts élevés, sans réduction de la masse monétaire. Voilà pourquoi les traits du ministre ne pouvaient atteindre leur but, voilà qui explique les chiffres contradictoires dont il s'est servi.

**M. Saltsman:** Ce n'est pas là chose facile à faire.

**M. Horner:** De propos délibéré, la Banque du Canada a opté pour les taux d'intérêt élevés. Le député néo-démocrate a fait un discours qui donnerait à penser que son parti a inventé la planification. Si l'on enlève le mot «planification» de son discours, il n'en reste pas grand-chose. Je ne suis pas tellement capitaliste, mais je crois que quelqu'un qui a travaillé durement pour amasser un capital fait un peu de planification avant de le dépenser.

Passons en revue certains échecs de la planification gouvernementale—qui ne se produisent pas seulement au Canada, mais aussi en Grande-Bretagne où le plus grand planificateur de tous les temps a dit «Je pars», se lavant les mains de tout. Il s'est complètement retiré du jeu. Nous pourrions voir ce qui s'est passé dans certaines provinces socialistes du Canada qui se sont tirées d'affaire grâce à une bonne planification, mais je ne pense pas que nous devions aller si loin.

Nous avons un grand planificateur au ministère des Transports. Avant, il était chargé de la Commission du blé et il a présenté un programme de planification pour la réduction des emblavures qui coûte aux agriculteurs des Prairies environ 600 millions de dollars. Tel était son grand plan. Nous avons également vu l'Office Canadien de commercialisation des œufs ralentir la production en Ontario à 62 p. 100 de la capacité, ce qui était vraiment planifié de main de maître. Je crois qu'aux yeux du ministre, trop construire ce serait gaspiller. Nous avons connu une planification frénétique dans l'industrie laitière et assisté à l'accumulation de surplus de produits inutiles. Non, la planification seule n'est pas la réponse au problème.

● (1650)

Si nous voulons enrayer l'inflation, nous devons reconnaître qu'il est nécessaire d'accroître la productivité, de gérer très prudemment notre masse monétaire et de restreindre les dépenses gouvernementales inutiles. Le ministre des Finances (M. Macdonald) a dit que les membres du parti conservateur veulent que le gouvernement réduise ses dépenses. Nous voulons que le gouvernement réduise ses dépenses inutiles et excessives et mette un frein au gaspillage.

**Des voix:** Bravo!

**M. Horner:** Cela ne risque pas de nuire à la conjoncture économique au Canada. Au contraire, nous pourrions ainsi réduire notre dette globale, diminuer les pressions qu'exerce le gouvernement sur les marchés de capitaux et permettre à l'entreprise privée d'utiliser une plus grande partie des fonds dont elle devrait disposer pour prendre les mesures susceptibles de fournir un nombre croissant d'emplois pour les Canadiens. L'an dernier, notre pays a dû importer environ quatre milliards de dollars. Cette année, on prévoit qu'en raison des emprunts du gouvernement, environ cinq milliards de dollars de capitaux étrangers entreront au Canada, ce qui a pour effet de maintenir le dollar au dessus du pair par rapport au dollar américain. Bien des gens croient que c'est une bonne chose, mais en fait, cela nuit à nos possibilités d'échanges de biens manufacturés, et c'est ce dont traite cette motion.